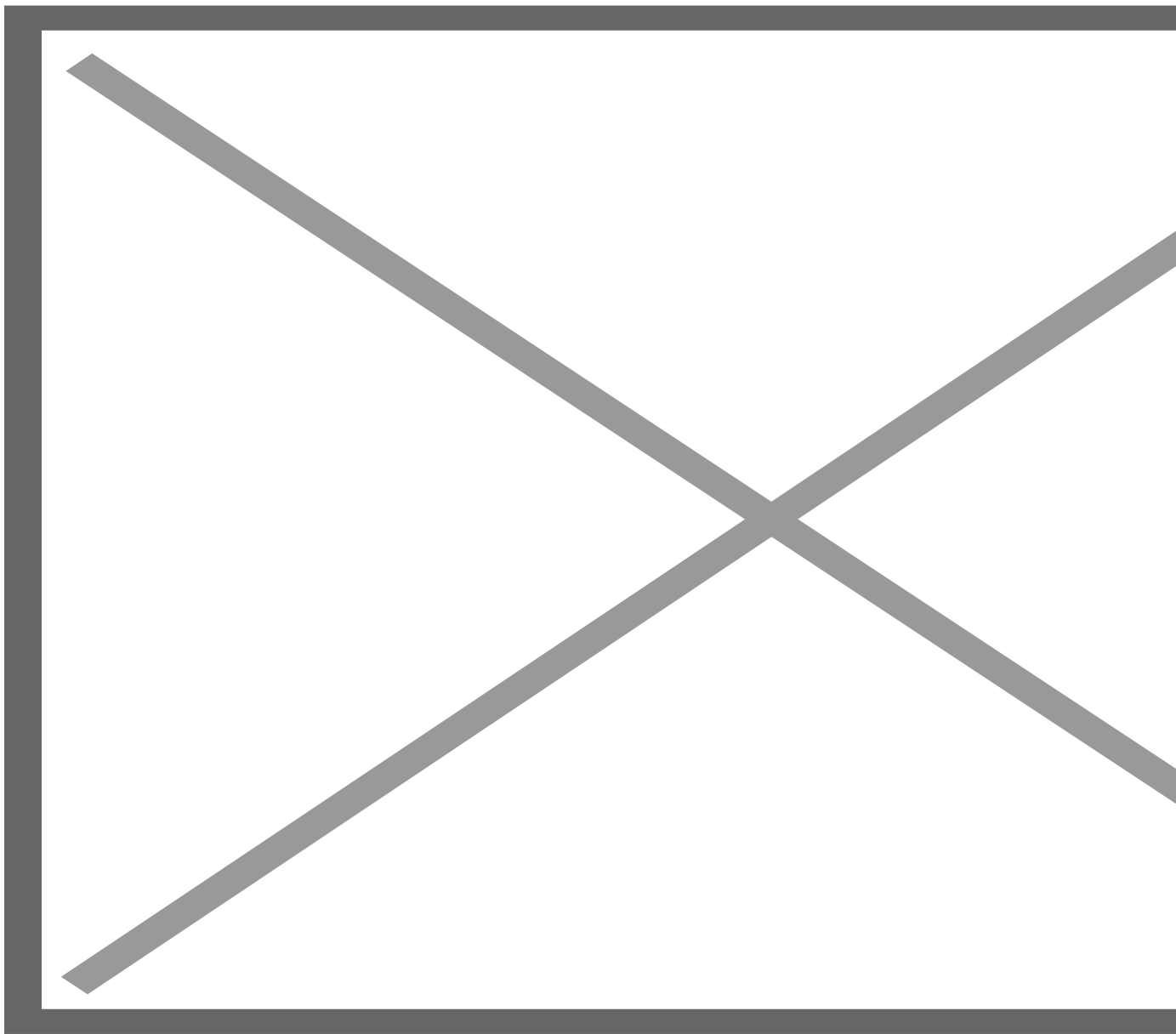


« Je m'ennuie, alors je tire » : l'armée israélienne approuve la violence gratuite à Gaza

Description

Des soldats israéliens décrivent l'absence quasi-totale de régulation des tirs à Gaza, les troupes faisant feu à leur guise, incendiant les maisons et laissant des cadavres dans les rues, le tout avec l'autorisation de leurs commandants.

Par Oren Ziv, le 8 juillet 2024



Soldats israéliens du 8717e bataillon de la brigade Givati opérant à Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, lors d'une opération militaire, le 28 décembre 2023.
(Yonatan Sindel/Flash90)

Début juin, Al Jazeera diffusait une série de vidéos troublantes révélant des « exécutions sommaires » : des soldats israéliens abattant à trois reprises des Palestiniens qui marchaient près de la route côtière dans la bande de Gaza. Dans chaque cas, les Palestiniens ne semblaient pas armés et ne représentaient aucune menace imminente pour les soldats.

De telles images sont rares, en raison des contraintes sécuritaires auxquelles sont confrontés les journalistes dans l'enclave assiégée et du danger permanent qui pèse sur leur vie. Mais ces exécutions, qui ne semblent pas avoir de justification sécuritaire, sont cohérentes avec les témoignages de six soldats israéliens qui ont parlé à +972 Magazine et à Local Call après leur libération du service actif à Gaza au cours des derniers mois. Corroborant les témoignages de témoins oculaires et de médecins palestiniens tout au long de la guerre, les soldats ont déclaré avoir été autorisés à ouvrir le feu sur les Palestiniens pratiquement à volonté, y compris sur les civils.

Les six sources, à l'exception d'une seule, parlent sous le couvert de l'anonymat, et racontent que les soldats israéliens exécutent régulièrement des civils palestiniens simplement parce qu'ils entrent dans une zone que l'armée définit comme une « zone interdite ». Les témoignages décrivent un paysage jonché de cadavres de civils, laissés à l'abandon ou dévorés par des animaux errants ; l'armée ne les cache qu'avant l'arrivée des convois d'aide internationale, afin que « les images de personnes en état de décomposition avancée ne sortent pas ». Deux des soldats ont également témoigné d'une politique systématique consistant à incendier les maisons palestiniennes après les avoir occupées.

Plusieurs sources décrivent la possibilité de tirer sans restrictions, qui donne aux soldats un moyen de se défouler ou de soulager la monotonie de leur routine quotidienne. « Les gens veulent vivre librement [pleinement] », se souvient S., un réserviste qui a servi dans le nord de Gaza. « J'ai personnellement tiré quelques balles sans raison, dans la mer, sur un trottoir ou un bâtiment abandonné. Ils disent qu'il s'agit de « tirs normaux », ce qui est un nom de code pour dire 'je m'ennuie, alors je tire' ».

Depuis les années 1980, l'armée israélienne refuse de divulguer ses règles en matière de tirs à l'air libre, malgré plusieurs pétitions adressées à la Haute Cour de justice. Selon le sociologue politique Yagil Levy, depuis la seconde Intifada, « l'armée n'a pas donné aux soldats de règles d'engagement écrites », laissant une large place à l'interprétation des soldats sur le terrain et de leurs commandants. En plus de contribuer à l'assassinat de plus de 38 000 Palestiniens, des sources ont témoigné que ces directives laxistes étaient également en partie responsables du nombre élevé de soldats tués par des tirs amis au cours des derniers mois.

« La liberté d'action était totale », déclare B., un autre soldat qui a servi dans les forces régulières à Gaza pendant des mois, y compris dans le centre de commandement de son bataillon. « S'il y a [le moindre] sentiment de menace, il n'y a pas besoin d'expliquer, il suffit de tirer ». Lorsque les soldats voient quelqu'un s'approcher, « il est permis de tirer sur le centre

de masse [le corps] et pas en lâ??air Â», poursuit B.. Â« Il est permis de tirer sur tout le monde, une jeune fille, une vieille femme. Â»

B. poursuit en dÃ©crivant un incident survenu en novembre, au cours duquel des soldats ont tuÃ© plusieurs civils lors de lâ??Ã©vacuation dÃ©une Ã©cole proche du quartier Zeitoun de la ville de Gaza, qui servait dÃ©abri aux Palestiniens dÃ©placÃ©s. LÃ©armÃ©e avait ordonnÃ© aux personnes Ã©vacuÃ©es de sortir par la gauche, vers la mer, plutÃ´t que par la droite, oÃ¹ se trouvaient les soldats. Dans le chaos qui sÃ©est dÃ©clenchÃ© lorsquÃ©une fusillade a Ã©clatÃ© Ã© lâ??intÃ©rieur de lâ??Ã©cole, ceux qui se sont Ã©cartÃ©s ont Ã©tÃ© immÃ©diatement visÃ©s par des tirs.

Â« Il y avait des informations selon lesquelles le Hamas voulait crÃ©er la panique Â», explique B. Â« Une bataille sÃ©est engagÃ©e Ã© lâ??intÃ©rieur ; les gens se sont enfuis. Certains ont fui vers la gauche, en direction de la mer, [mais] dÃ©autres ont couru vers la droite, y compris des enfants. Tous ceux qui sont allÃ©s Ã© droite ont Ã©tÃ© tuÃ©s. 15 Ã© 20 personnes. Il y avait un tas de corps. Â»

Â« Les gens tiraient comme ils voulaient, de toutes leurs forces. Â»

B. raconte quÃ©il est difficile de distinguer les civils des combattants Ã© Gaza, affirmant que les membres du Hamas Â« se promÃ©nent souvent sans leurs armes Â». Mais en consÃ©quence, Â« tout homme Ã©gÃ© de 16 Ã© 50 ans est soupÃ©onnÃ© dÃ©Ã©tre un terroriste Â».

Â« Il est interdit de se promener, et toute personne qui se trouve Ã© lâ??extÃ©rieur est suspecte Â», poursuit B. Â« Si nous voyons quelquÃ©un Ã© une fenÃ©tre qui nous regarde, cÃ©est un suspect. On tire. La perception [de lâ??armÃ©e] est que tout contact [avec la population] met en danger les forces, et il faut crÃ©er une situation dans laquelle il est interdit dÃ©approcher [les soldats] en toutes circonstances. Les Palestiniens ont appris que lorsque nous arrivons, ils doivent sÃ©enfuir. Â»

MÃ©me dans des zones apparemment non peuplÃ©es ou abandonnÃ©es de Gaza, les soldats se sont livrÃ©s Ã© des tirs intensifs dans le cadre dÃ©une procÃ©dure connue sous le nom de Â« dÃ©monstration de prÃ©sence Â». S. tÃ©moigne que ses camarades soldats Â« tiraient beaucoup, mÃ©me sans raison : quiconque veut tirer, quelle que soit la raison, tire Â». Dans certains cas, a-t-il notÃ©, ces tirs sont Â« destinÃ©s Ã© â? expulser les gens [de leurs cachettes] ou Ã© manifester leur prÃ©sence Â».

M., un autre rÃ©serviste qui a servi dans la bande de Gaza, explique que ces ordres viennent directement des commandants de la compagnie ou du bataillon sur le terrain. Â« LorsquÃ©il nÃ©y a pas dÃ©autres forces des FDI [dans la zone], les tirs sont trÃ©s libres, comme fous. Et pas seulement des armes lÃ©gÃ©res : des mitrailleuses, des chars et des mortiers Â».

MÃ©me en lâ??absence dÃ©ordres venant dÃ©en haut, M. a tÃ©moignÃ© que les soldats sur le terrain font rÃ©guliÃ©rement la loi eux-mÃ©mes. Â« Les soldats ordinaires, les officiers subalternes, les commandants de bataillon â? les soldats subalternes qui veulent tirer en ont la permission.

S. se souvient avoir entendu Ã© la radio quÃ©un soldat stationnÃ© dans une enceinte protectrice avait tirÃ© sur une famille palestinienne qui se promenait Ã© proximitÃ©. Â« Au dÃ©but, ils disent â? quatre personnesâ?. Puis, deux enfants et deux adultes, et Ã© la fin, un homme, une femme et deux enfants. Vous pouvez assembler lâ??image vous-mÃ©me. Â»

Un seul des soldats interrogés dans le cadre de cette enquête a accepté d'être identifié par son nom : Yuval Green, un réserviste de 26 ans originaire de Jérusalem qui a servi dans la 55e brigade de parachutistes en novembre et décembre de l'année dernière (Green a récemment signé une lettre de 41 réservistes déclarant leur refus de continuer à servir à Gaza, à la suite de l'invasion de Rafah par l'armée). « Il n'y avait aucune restriction sur les munitions », déclare Green à +972 et à Local Call. « Les gens tiraient juste pour se sennuyer ».

Green décrit une scène qui s'est produite une nuit pendant la fête juive de Hanoukka en décembre, lorsque « tout le bataillon a ouvert le feu ensemble comme un feu d'artifice, y compris avec des munitions traçantes [qui génèrent une lumière vive]. Cela donnait une couleur folle, illuminant le ciel, et comme [Hanoukka] est la fête des lumières, c'est devenu symbolique ».

C., un autre soldat qui a servi à Gaza, décrit que lorsqu'ils entendent des coups de feu, les soldats demandent par radio s'il y a une autre unité militaire israélienne dans la zone, puis ouvrent le feu si ce n'est pas le cas. « Les gens tiraient comme ils voulaient, de toutes leurs forces. Mais comme le note C., le fait de pouvoir tirer sans restriction signifie que les soldats sont souvent exposés au risque énorme de tirs amis, qu'il qualifie de « plus dangereux que le Hamas ». À plusieurs reprises, les forces des FDI ont tiré dans notre direction. Nous n'avons pas été blessés », nous avons vu la radio et personne n'a été blessé ».

À l'heure où nous écrivons ces lignes, 324 soldats israéliens ont été tués à Gaza depuis le début de l'invasion terrestre, dont au moins 28 par des tirs amis, selon l'armée. D'après l'expérience de M. Green, ce type d'incident est le « principal problème » qui met en danger la vie des soldats. « Il y a eu beaucoup [de tirs amis] ; cela m'a rendu fou ».

Pour Green, les règles d'engagement des tirs témoignent également d'une profonde indifférence à l'égard du sort des otages. « Ils m'ont déclaré qu'il existait une pratique consistant à faire exploser les tunnels, et je me suis dit que s'il y avait des otages [dans ces tunnels], cela les tuerait. » Alors que Green manifestait sa colère après que des soldats israéliens à Shuja'iyya ont tué trois otages agitant des drapeaux blancs en décembre, pensant qu'il s'agissait de Palestiniens, on lui a répondu « qu'il n'y a rien que nous puissions faire. » Les commandants ont affirmé les procédures en disant : « Vous devez être attentifs et sensibles, mais nous sommes dans une zone de combat et nous devons être vigilants ».

B. confirme que même après la mésaventure de Shuja'iyya, qui aurait été « contraire aux ordres » de l'armée, les règles relatives aux tirs à couvert n'ont pas changé. « En ce qui concerne les otages, nous n'avons pas de directive spécifique. [Les hauts gradés de l'armée] ont déclaré qu'après avoir abattu les otages, ils avaient informé [les soldats sur le terrain]. [Mais] ils ne nous en ont pas parlé ». Lui et les soldats qui l'accompagnaient ont appris que les otages avaient été abattus seulement deux semaines et demie après l'incident, après avoir quitté Gaza.

« J'ai entendu des déclarations [d'autres soldats] disant que les otages étaient morts, qu'ils n'avaient aucune chance, qu'ils devaient être abandonnés », témoigne Green. C'est ce qui m'a le plus rangé à l'esprit ! ils n'arrêtaient pas de dire : « Nous sommes ici pour les otages », mais il est clair que la guerre fait du mal aux otages. C'est ce que je pensais à l'époque ; aujourd'hui, cela est avéré vrai ».

« Un bâtiment s'effondre et on se dit : 'Wow, quel plaisir' ».

A., un officier qui a servi la direction des opérations de l'armée, affirme que la salle des opérations de sa brigade qui coordonne les combats depuis l'extérieur de Gaza, approuvant les cibles et prévenant les tirs amis ne reçoit pas d'ordres clairs de tir à transmettre aux soldats sur le terrain. « À partir du moment où vous entrez, il n'y a aucun moment de briefing », déclare-t-il. « Nous ne recevons pas d'instructions de la hiérarchie à transmettre aux soldats et aux commandants de bataillon. »

Il note des instructions de ne pas tirer le long des routes humanitaires, mais ailleurs, « vous remplissez les blancs, en l'absence de toute autre directive. C'est l'approche : 'Si c'est interdit, alors c'est autorisé ici' ».

A. explique que les tirs sur « les hôpitaux, les cliniques, les écoles, les institutions religieuses [et] les bâtiments des organisations internationales » requièrent une autorisation supérieure. Mais dans la pratique, « je peux compter sur les doigts d'une main les cas où l'on nous a déclaré de ne pas tirer. Même pour des choses sensibles comme les écoles, [l'autorisation] semble être qu'une formalité ».

En général, poursuit A., « l'esprit qui régnait dans la salle des opérations était le suivant : Tirez d'abord, posez des questions ensuite. Personne ne versera une larme si nous détruisons une maison alors que ce n'était pas nécessaire, ou si nous abattons quelqu'un qui n'avait pas besoin de être. »

A. dit avoir eu connaissance de cas dans lequel des soldats israéliens ont tiré sur des civils palestiniens qui avaient pénétré dans leur zone d'opération, ce que confirme une enquête du Haaretz sur les « zones de mort » dans les secteurs de Gaza occupés par l'armée. « C'est la règle par défaut. Aucun civil n'est censé se trouver dans la zone, c'est le point de vue. Nous avons repéré quelqu'un une fenêtre, ils ont tiré et l'ont tué ». A. ajoute que les rapports ne permettent pas toujours de savoir si les soldats tirent sur des militants ou sur des civils non armés, et « souvent, on a l'impression que quelqu'un était pris dans une situation et que nous avons ouvert le feu ».

Mais cette ambiguïté sur l'identité des victimes signifie que, pour A., les rapports militaires sur le nombre de membres du Hamas tués ne sont pas fiables. « Le sentiment dans la salle de guerre, et c'est une version adoucie, est que chaque personne que nous tuons, nous la considérons comme un terroriste », a-t-il témoigné.

« L'objectif est de compter le nombre de [terroristes] que nous avons tués aujourd'hui », a poursuivi A.. « Chaque soldat veut montrer qu'il est le plus fort. La perception est que tous les hommes sont des terroristes. Parfois, un commandant demande soudainement des chiffres, et l'officier de la division court alors de brigade en brigade pour parcourir la liste du système informatique militaire et faire le décompte. »

Le témoignage d'A. est en adéquation avec un rapport récent du média israélien Mako, concernant une frappe de drone par une brigade qui a tué des Palestiniens dans la zone d'opération d'une autre brigade. Des officiers des deux brigades se sont consultés pour savoir laquelle devait enregistrer les assassinats. « Quelle différence cela fait-il ? Enregistrez-les tous les deux », a déclaré l'un d'eux à l'autre, selon la publication.

A. raconte qu'au cours des premières semaines qui ont suivi l'attaque du 7 octobre menée par le Hamas, « les gens se sentaient très coupables que cela se soit produit sous notre surveillance », un sentiment partagé par l'ensemble du public israélien et qui est rapidement transformé en un désir de représailles. Il n'y avait pas d'ordre direct de se venger », a déclaré A., « mais lorsque vous arrivez à des points de décision, les instructions, les ordres et les protocoles [concernant les affaires « sensibles »] ont qu'une influence limitée ».

Lorsque des drones diffusaient des images d'attaques à Gaza, « il y avait des cris de joie dans la salle de guerre », a déclaré A.. De temps en temps, un bâtiment s'effondrait et l'on se dit : « C'est fou, c'est amusant ».

A. relève l'ironie du fait qu'une partie de ce qui motivait les appels à la vengeance des Israéliens était la conviction que les Palestiniens de Gaza se réjouissaient de la mort et de la destruction du 7 octobre. Pour justifier l'abandon de la distinction entre civils et combattants, les gens avaient recours à des déclarations telles que « Ils ont distribué des bonbons », « Ils ont dansé après le 7 octobre » ou « Ils ont élu le Hamas ». Tout le monde, mais aussi pas mal de gens, pensaient que l'enfant d'aujourd'hui [était] le terroriste de demain ».

« Moi aussi, soldat plutôt de gauche, j'oublie très vite qu'il s'agit de vrais foyers [à Gaza] », dit A. à propos de son expérience dans la salle d'opérations. « J'avais l'impression d'être dans un jeu vidéo. Ce n'est qu'au bout de deux semaines que j'ai réalisé qu'il s'agissait de bâtiments [réels] qui tombaient : il y a des habitants [à l'intérieur], alors [les bâtiments s'effondrent] sur leur tête, et même si ce n'est pas le cas, alors avec tout ce qu'il y a à l'intérieur ».

Une horrible odeur de mort

Plusieurs soldats témoignent que la politique de tir permissive permet aux unités israéliennes de tuer des civils palestiniens même lorsqu'ils sont identifiés comme tels au préalable. D., un réserviste, raconte que sa brigade était stationnée à côté de deux couloirs de circulation dits « humanitaires », l'un pour les organisations d'aide et l'autre pour les civils fuyant du nord au sud de la bande de Gaza. Dans la zone d'opération de sa brigade, ils ont institué une politique de « ligne rouge, ligne verte », délimitant des zones où il était interdit aux civils d'entrer.

Selon D., les organisations humanitaires étaient autorisées à se rendre dans ces zones moyennant une coordination préalable (notre entretien a été réalisé avant qu'une série de frappes de précision israéliennes ne tue sept employés de la World Central Kitchen), mais pour les Palestiniens, c'était différent. « Quiconque traversait la zone verte devenait une cible potentielle », explique D., affirmant que ces zones étaient signalées aux civils. « S'ils franchissent la ligne rouge, vous le signalez à la radio et vous n'avez pas besoin d'attendre la permission, vous pouvez tirer.

Pourtant, D. affirme que des civils se rendent souvent dans les zones où passent les convois d'aide afin de chercher des restes qui pourraient tomber des camions ; néanmoins, la politique est de tirer sur toute personne qui tente d'entrer. « Les civils sont clairement des réfugiés, ils sont désespérés, ils n'ont rien », a-t-il déclaré. Pourtant, au cours des premiers mois de la guerre, « chaque jour, il y avait deux ou trois incidents avec des personnes innocentes ou [des

personnes] soupçonnées d'être envoyées par le Hamas en tant que guetteurs », que les soldats de son bataillon abattaient.

Les soldats affirment que dans toute la bande de Gaza, des cadavres de Palestiniens en civil restent éparpillés le long des routes et sur les terrains vagues. « Toute la zone est pleine de cadavres », déclare S., un réserviste. « Il y a aussi des chiens, des vaches et des chevaux qui ont survécu aux bombardements et qui n'ont nulle part où aller. Nous ne pouvons pas les nourrir et nous ne voulons pas non plus qu'ils s'approchent trop près. C'est pourquoi on voit parfois des chiens se promener avec des morceaux de corps en décomposition. Il y a une horrible odeur de mort ».

Mais avant l'arrivée des convois humanitaires, les corps sont enlevés. « Un D-9 [bulldozer Caterpillar] descend avec un char et débarrasse la zone des cadavres, les enterre sous les décombres et les renverse sur le côté pour que les convois ne les voient pas, [pour que] les images de personnes à un stade avancé de décomposition ne soient pas diffusées ».

« J'ai vu beaucoup de civils [palestiniens] des familles, des femmes, des enfants », poursuit S. « Il y a plus de morts que ce qui est rapporté. Nous étions dans une petite zone. Chaque jour, au moins un ou deux [civils] sont tués [parce qu'ils] marchent dans une zone interdite. Je ne sais pas qui est terroriste et qui ne l'est pas, mais la plupart d'entre eux ne portent pas d'armes. »

Green témoigne que lorsqu'il est arrivé à Khan Younis à la fin du mois de décembre, « nous avons vu une masse indistincte à l'extérieur d'une maison. Nous avons réalisé qu'il s'agissait d'un corps ; nous avons vu une jambe. La nuit, des chats ont mangé. Puis quelqu'un est venu et a déposé ».

Une source non militaire qui a parlé à +972 et Local Call après avoir visité le nord de Gaza rapporte également avoir vu des corps éparpillés dans la zone. « Près de l'enceinte militaire entre le nord et le sud de la bande de Gaza, nous avons vu une dizaine de corps abattus d'une balle dans la tête, apparemment par un tireur embusqué, [apparemment alors qu'ils] tentaient de retourner vers le nord. Les corps étaient en décomposition ; il y avait des chiens et des chats autour d'eux. »

« Ils ne s'occupent pas des corps », déclare B. à propos des soldats israéliens à Gaza. « S'ils gèrent, ils sont déposés sur le côté. Les morts ne sont pas enterrés. Les soldats marchent sur les corps par mesure de précaution ».

Le mois dernier, Guy Zaken, un soldat qui conduisait des bulldozers D-9 à Gaza, a déclaré devant une commission de la Knesset que lui et son équipe avaient « éliminé des centaines de terroristes, morts ou vivants ». Un autre soldat avec lequel il a servi est ensuite suicidé.

« Avant de partir, brûlez la maison »

Deux des soldats interrogés dans le cadre de cet article déclarent également le fait d'incendier des maisons palestiniennes comme une pratique courante parmi les soldats israéliens, comme il avait rapporté Haaretz en janvier. Green a même personnellement témoin de deux cas de ce genre le premier à l'initiative d'un soldat et le second sur ordre du commandement et sa collègue à l'égard de cette politique est l'une des raisons qui ont poussé à refuser de poursuivre son service militaire.

Selon son témoignage, lorsque les soldats occupent des maisons, la politique est la suivante : « si vous bougez, vous devez bruler la maison ». Pour Green, cela n'a aucun sens : « dans aucun scénario le milieu du camp de réfugiés ne peut faire partie d'une zone de sécurité israélienne justifiant une telle destruction. « Nous sommes dans ces maisons non pas parce qu'elles appartiennent à des agents du Hamas, mais parce qu'elles nous servent sur le plan opérationnel », a-t-il fait remarquer. « Il s'agit d'une maison de deux ou trois familles ? la détruire signifie qu'elles seront sans abri. »

« J'ai demandé au commandant de la compagnie, qui m'a répondu qu'aucun équipement militaire ne pouvait être laissé sur place et que nous ne voulions pas que l'ennemi voie nos méthodes de combat », a poursuivi M. Green. « J'ai dit que je ferais une recherche [pour assurer] qu'il n'y avait pas de preuves de méthodes de combat laissées sur place. [Le commandant de la compagnie] m'a donné des explications tirées du monde de la vengeance. Il a dit qu'ils les brûlaient parce qu'il n'y avait pas de D-9 ou d'IED d'un corps d'ingénieurs [qui aurait pu détruire la maison par d'autres moyens]. Il a reçu un ordre et cela ne m'a pas dérangé ».

« Avant de partir, vous brûlez la maison ? toutes les maisons », répète B. « Cela est soutenu par le commandant du bataillon. C'est pour que les [Palestiniens] ne puissent pas revenir, et si nous avons laissé des munitions ou de la nourriture, les terroristes ne pourront pas les utiliser. »

Avant de partir, les soldats empilent matelas, meubles et couvertures, et « avec un peu de carburant ou des bouteilles de gaz », note B., « la maison brûle facilement, c'est comme une fournaise ». Au début de l'invasion terrestre, sa compagnie occupait les maisons pendant quelques jours, puis repartait ; selon B., ils « ont brûlé des centaines de maisons. Il est arrivé que des soldats mettent le feu à un étage et que d'autres soldats se trouvent à un étage supérieur et doivent fuir à travers les flammes dans les escaliers ou s'étouffer dans la fumée ».

Green déclare que les destructions laissées par l'armée à Gaza sont « inimaginables ». Au début des combats, raconte-t-il, alors qu'ils avançaient entre des maisons situées à 50 mètres les unes des autres, de nombreux soldats « traitaient les maisons [comme] un magasin de souvenirs », pillant tout ce que les habitants n'avaient pas réussi à emporter avec eux.

« À la fin, on meurt d'ennui, après des jours d'attente », a déclaré Green. « On dessine sur les murs, des choses grossières. On joue avec les vêtements, on trouve les photos d'identité qu'ils ont laissées, on accroche la photo de quelqu'un parce que c'est drôle. Nous utilisons tout ce que nous trouvons : matelas, nourriture, l'un d'entre nous a trouvé un billet de 100 NIS (environ 27 dollars) et l'a pris. »

« Nous avons détruit tout ce que nous voulions », a déclaré Green. « Pas par désir de détruire, mais par indifférence totale à l'égard de tout ce qui appartient aux [Palestiniens]. Chaque jour, un D-9 démolit des maisons. Je n'ai pas pris de photos avant et après, mais je n'oublierai jamais comment un quartier qui était vraiment beau ? est réduit à du sable ».

Le porte-parole de l'IDF a répondu à notre demande de commentaire par la déclaration suivante : « Des instructions de tir ouvert ont été données à tous les soldats des FDI

combattant dans la bande de Gaza et sur les frontières lors de leur entrée en combat. Ces instructions reflètent le droit international que les FDI sont tenues de respecter. Les instructions de tir d'ouvert sont régulièrement revues et mises à jour à la lumière de l'évolution de la situation opérationnelle et du renseignement, et approuvées par les plus hauts responsables des FDI.

« Les instructions de tir ouvert fournissent une réponse pertinente à toutes les situations opérationnelles, et la possibilité, dans tous les cas de risque pour nos forces, d'une liberté d'action opérationnelle totale pour éliminer les menaces. Cela, tout en donnant des outils aux forces pour faire face à des situations complexes en présence d'une population civile, et tout en mettant l'accent sur la réduction des dommages causés aux personnes qui ne sont pas identifiées comme des ennemis ou qui ne constituent pas une menace pour leur vie. Les directives générales concernant les instructions de tir ouvert telles que celles décrites dans la requête sont inconnues et, dans la mesure où elles ont été données, elles sont en conflit avec les ordres de l'armée.

« L'IDF enquête sur ses activités et tire les leçons des événements opérationnels, y compris l'événement tragique du meurtre accidentel de feu Yotam Haim, Alon Shamriz et Samer Talalka. Les leçons tirées de l'enquête sur l'incident ont été transmises aux forces de combat sur le terrain afin d'éviter que ce type d'incident ne se reproduise à l'avenir.

« Dans le cadre de la destruction des capacités militaires du Hamas, il est nécessaire, entre autres, de détruire ou d'attaquer les bâtiments où l'organisation terroriste place des infrastructures de combat. Il s'agit également de bâtiments que le Hamas transforme régulièrement pour les combats. Par ailleurs, le Hamas utilise systématiquement des fins militaires des bâtiments publics censés être utilisés à des fins civiles. Les ordres de l'armée réglementent le processus d'approbation, de sorte que les dommages causés aux sites sensibles doivent être approuvés par des commandants supérieurs qui prennent en compte l'impact des dommages causés à la structure sur la population civile, et ce face à la nécessité militaire d'attaquer ou de détruire la structure. La prise de décision de ces hauts commandants se fait de manière ordonnée et équilibrée.

« L'incendie de bâtiments, s'il n'est pas nécessaire à des fins opérationnelles, est contraire aux ordres de l'armée et aux valeurs de l'IDF.

« Dans le cadre des combats et sous réserve des ordres de l'armée, il est possible d'utiliser les biens de l'ennemi à des fins militaires essentielles, ainsi que de prendre les biens des organisations terroristes sous réserve des ordres en tant que butin de guerre. En même temps, la prise de biens à des fins privées constitue un pillage et est interdite par la loi sur la juridiction militaire. Les incidents dans lesquels les forces ont agi de manière non conforme aux ordres et à la loi feront l'objet d'une enquête ».

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [972 mag](#)

date créée
2024/07/10